



Débat pré-électoral du MOC à Ciney

A) QUESTIONS DES ORGANISATIONS

Première question : Ludovic – CSC

« Le FOREM de Ciney et l'asbl SOS Dépannage de la CSC sont débordés par les demandes – légitimes – des TSE par rapport à leurs recherches d'emploi. Au niveau local, quelles seront vos priorités pour ce public ? Qu'allez-vous mettre en place pour ces personnes ? Quid de la Maison de l'emploi dont on entend parler depuis 2012 ? ».

Frédéric Botin : C'est une priorité de notre programme. On souhaite lier cette question à l'activité économique. Le taux de chômage à Ciney est inférieur à la moyenne namuroise. Il a même baissé ces dernières années. Pour créer de l'emploi, il faut mettre les entreprises en condition de le faire. Notre travail, ça a été de concrétiser cette zone d'activité économique qui nous manque tant. Achêne et Biron sont saturés. Des entreprises viennent toquer à la porte, veulent s'installer, veulent engager ; Nous n'avons quasi plus de possibilité de les héberger. La priorité, c'était de retrouver ces 51 hectares de terrain à Biron. D'après une étude du BEP, 51 hectares de zoning, ça correspond à 800 emplois créés dans cette ZAE. On veut créer d'autres terrains à Lienne et à Achêne. Quand on a la chance d'avoir des entreprises qui s'installent, il faut développer un volet sur la formation. Il est dommage de voir qu'on a des métiers en pénurie et que l'offre et la demande d'emplois ne se rencontrent pas. On veut organiser des formations par rapport à ces emplois en pénurie. Dans notre programme, on veut aussi faire du salon de l'emploi un événement annuel. Je voudrais aussi insister sur le rôle important que jouent les asbl de réinsertion et surtout les contrats de type « Article 60 », « Article 61 ». C'est essentiel pour remettre des gens sur le marché de l'emploi. Ça leur permet souvent à l'issue du programme, de retrouver un emploi durable.

François Bouchat : Je pense que tout le monde est d'accord pour dire que l'extension du zoning, c'est quelque chose qu'il faut accompagner. On est dans la même lignée que la liste Action à ce niveau-là. On veut dynamiser les interactions entre le FOREM et les organismes qui accompagnent les demandeurs d'emploi, notamment le CPAS et l'associatif. L'EPN peut aussi être mis à disposition des demandeurs d'emploi pour leur donner accès à des outils/des formations pour entrer plus facilement en contact avec le monde de l'emploi. Pour nous, l'ADL a aussi un rôle important à jouer. Notamment recenser toutes les demandes d'emploi sur la commune et de pouvoir les mettre en relation avec les demandeurs d'emploi. Comme on a la chance d'avoir ici à Ciney un baccalauréat en agriculture bio, on voudrait faire de Ciney la capitale de l'agriculture bio, avec une filière producteurs-transformateurs-consommateurs. Enfin, la commune peut jouer un rôle en mettant dans des clauses sociales et environnementales dans ses marchés publics pour favoriser les entreprises et l'emploi locaux.

Il y a aussi dans le projet du BEP à propos de l'extension de la zone d'activités, des choses que la commune devrait soutenir en étant partenaire. Notamment les espaces de co-working, mais aussi la plateforme de crowdfunding du BEP pour soutenir les nouveaux projets sur le marché.

Frédéric Deville : On a décliné l'emploi en points concrets, sachant quand même que la commune n'a pas un large rayon d'action sur le sujet (surtout en 6 ans). On croit vraiment à la Maison de l'emploi. Nous sommes allés à Andenne rencontrer les gérants de la Maison de l'emploi locale pour voir quelle était la superficie nécessaire, le coût,... On est rentré convaincus de la nécessité de faire ça à Ciney. Malheureusement, au niveau du ministère, c'est en stand-by. On n'a donc aucune garantie qu'on aura un soutien ministériel. Les personnes d'Andenne ont contacté le ministre pour voir si c'est possible. Il faudra trouver des locaux. Au départ, ça devait se faire au CPAS, mais il y a un dossier pour changer les locaux de place entre la police et le CPAS. Deuxième chose, on souhaiterait centraliser toutes les démarches de toutes les associations socio-professionnelles qui existent sur Ciney. Elles travaillent dans leur coin. Les faire se réunir plusieurs fois sur l'année, ça pourrait être beaucoup plus porteur pour que chacun sache ce que les autres font, comment et avec qui. On veut se servir du nouveau zoning et aller à la recherche de nouvelles enseignes/entreprises pour avoir différents types de profils de travailleurs recherchés. Avec le FOREM, on essaierait alors de favoriser l'emploi local auprès de ces entreprises. On voudrait aussi pérenniser et développer les 4h de l'emploi qui se déroulent tous les deux ans et qui rencontrent un énorme succès. Enfin, on voudrait collaborer davantage avec les EFT, comme « à l'ovrâdge ».

Deuxième question : Manon – Vie Féminine

« Les femmes dénoncent des situations sexistes vécues dans l'espace public. Par espace public, j'entends la rue, mais aussi l'école, le lieu de travail, les lieux culturels, festifs et sportifs. Or, ces violences sexistes ont des conséquences désastreuses pour elles : perte de confiance, sentiment d'insécurité, perte d'autonomie et isolement social. Ces conséquences ne permettent pas à chacune de participer à la vie sociale et locale. Que pensez-vous mettre en place pour que la commune de Ciney devienne une commune anti-sexiste et lutte contre les violences faites aux femmes ? ».

François Bouchat : Une membre de notre liste, Valérie Van Heer, a mené il y a quelques mois une marche exploratoire destinée aux femmes dans l'espace public, pour se rendre compte des inconforts/insécurités qui étaient perçues, en particulier par le public féminin. De cette expérience sont ressorties toute une série de recommandations : avoir plus de toilettes publiques, faire des aménagements dans des endroits où les personnes qui ont fait la marche se sont senties moins à l'aise,... Au niveau de la gare, permettre d'accéder aux quais sans devoir passer par des souterrains,... Il faut élargir cela à l'égalité hommes-femmes, mais aussi aux autres catégories de la population, les migrants par exemple, pour être solidaire.

Frédéric Deville : Dans nos 14 rencontres citoyennes menées pour élaborer le programme, on n'a pas ressenti le sentiment d'insécurité féminine dans notre commune. Donc, on n'en parle pas. Je préfère le dire clairement. Par contre, on a des propositions au niveau de la sécurité, parce que c'est ressorti. Il y a un réseau de caméras qui existe. On veut le maintenir, voire le rendre plus performant et l'utiliser notamment quand il y a des grandes manifestations. A ces occasions, on aimerait aussi renforcer la présence policière parce qu'il peut y avoir de l'insécurité quand les gens arrivent sur les lieux ou les quittent.

Frédéric Bottin : On n'a pas non plus un chapitre dans notre programme sur cette thématique. Mais en préparant la soirée, j'ai lu ce que Vie Féminine en dit et je me suis intéressé au « label » de commune anti-sexiste et ce qui en découle. Je pense qu'il y a deux choses intéressantes dans l'action qu'il faut mener. La première, c'est la prévention, qui passe par le dialogue avec toute une série d'intervenants associatifs, sportifs, culturels,... pour amener un focus sur le fait que parfois des petits détails ont des conséquences significatives. Le second volet est la répression et la tolérance zéro. Il faut avoir du personnel au niveau communal, au niveau du CPAS et des agents de quartier notamment, qui soit formé et attentif pour réagir à des comportements qu'on ne peut accepter. Le sentiment de sécurité/insécurité est essentiel pour nous. Il a été l'ADN de notre mandature. Outre les caméras, avoir des parcours pédestres ou cyclistes, renforce le sentiment de sécurité. Il faut apporter une attention particulière à l'éclairage public. Un petit mot sur les toilettes publiques, la mise en place de nouveaux WC est dans notre programme.

Troisième question : Lysiane – MC

« A Ciney, il y a beaucoup de malades chroniques qui doivent se rendre régulièrement à l'hôpital pour des soins ou des contrôles. A Ciney, on est en voiture à 17' du CHU de Dinant et à 24' de Mont-Godinne. En transports en commun, il y a un bus Ciney-Dinant toutes les deux heures et un train toutes les heures pour aller à Namur, avant de revenir sur Yvoir et prendre un bus pour aller à Godinne. Ceci au départ de la gare de Ciney, je ne vous parle même pas au départ des villages. La navette sociale est une très bonne chose, elle est très utilisée, au point que beaucoup de demandes de transport sont refusées. Quels sont vos projets par rapport à la mobilité des personnes malades et vieillissantes sur Ciney ? Quid de la navette sociale pour les personnes à mobilité réduite qui ne peuvent pas utiliser l'actuelle ? »

Frédéric Deville : On se rend compte que la navette sociale est submergée de demandes et que, du coup, elle ne sert que pour le côté médical. Je pense que les personnes isolées et/ou des villages ont aussi le droit de se déplacer pour d'autres choses que du médical. La nécessité est criante. Dans notre programme, on propose de mettre en route une deuxième navette sociale sur Ciney, adaptée en plus aux PMR. On a vu dans d'autres communes qu'il existe un système de taxis des aînés : la commune achète un ou deux véhicules et les met à disposition de personnes volontaires/bénévoles pour véhiculer des personnes âgées. Ce sont les deux grands axes qu'on veut développer.

Frédéric Botin : il est évident qu'une deuxième navette sociale, idéalement PMR, est aussi dans notre programme. Mais on pourrait aussi explorer la piste de la supra-communalité pour une navette sociale « full équipée ». On collabore de plus en plus avec les communes d'Hamois, Havelange, Somme-Leuze. On serait dans un rayon d'action raisonnable pour une navette PMR. Outre la navette sociale, il y a encore de la solidarité à Ciney. On veut renforcer le bénévolat, en faisant concorder l'offre et la demande en la matière. Il y a déjà une initiative en ce sens, on voudrait l'amplifier en créant une bourse/un portail du bénévolat, via la Maison citoyenne et le PCS. Je voudrais revenir au sort des PMR. On y est fort attaché. Tous les travaux de cette mandature sont PMR « dernier cri » (dalle podotactile, bordure surbaissée). On a un volet de budget particulier destiné à prévoir à chaque fois les adaptations nécessaires. On continuera à y être attentif.

François Bouchat : Une seconde navette, PMR, c'est quelque chose d'évident. L'autre aspect, le bénévolat est aussi important. On est tout à fait en phase avec les initiatives pour faire rencontrer l'offre et la demande. Au-delà du médical, on a parlé des déplacements des PMR. J'y englobe les personnes en fauteuil, mais aussi une maman avec une poussette, une personne âgée,... Il faut faciliter le déplacement de toutes ces personnes dans la ville. Dans notre programme, on a un « plan trottoir » pour identifier tous les points qui pourraient poser problème et planifier les travaux pour y remédier. Il faut aussi veiller à une mobilité en voiture apaisée. On propose de mettre en zone 30 toutes les rues qui ne sont pas des rues de transit. Ca devrait être la norme. On pourrait aller plus loin avec des routes « de jeu », on les appelle des zones 20, dans lesquelles les piétons ont la priorité. C'est dans notre programme.

Quatrième question : Giuseppe Faieta– EP

« Avoir accès à un logement décent et financièrement accessible est une condition indispensable pour construire un projet de vie. C'est le point de départ de l'intégration de chaque citoyen dans la commune. Voici des constats de terrain que l'on fait dans beaucoup de communes : ce sont d'abord les plus précarisés qui sont confrontés à la difficulté de trouver un logement décent. Nous constatons que le nombre de logements sociaux, de logements d'urgence, de logements d'insertion, de logements pour les aînés (la résidence-service est pleine) reste insuffisant sur Ciney, comme en attestent les listes d'attente. Que comptez-vous faire ? L'engagement d'un conseiller logement sur la commune est une bonne chose, mais ça ne doit pas masquer le fait que la gestion des logements inoccupés doit rester une priorité. Nous plaignons de ce fait pour un renforcement des mesures pour taxer de manière réellement dissuasive les immeubles inoccupés, mais aussi et surtout accompagner les propriétaires qui sont dans cette situation. Il faudrait un cadastre des bâtiments complet (rapport sur le chauffage, l'isolation, la présence d'humidité,...) le plus rapidement possible. Quels leviers proposez-vous d'activer au niveau communal pour favoriser l'accès à un logement décent pour tous les citoyens ? Comment comptez-vous lutter efficacement contre la problématique des logements inoccupés ? »

Frédéric Botin : Logements d'urgence et de transit : en 6 ans, il y a eu une nette évolution de ces logements sous maîtrise communale (donc dans des bâtiments qui nous appartiennent). Avant c'était surtout conventionné avec du privé, avec tous les aléas que cela peut comporter. On a donné un mouvement, on souhaite l'amplifier. Dans les villages, des immeubles inoccupés ont été reconvertis, que ce soient des édifices religieux ou des projets rue du Condroz, rempart de la Tour et près de l'église des Capucins. C'est important d'avoir la maîtrise communale sur ces logements. L'accès au logement est important pour les publics fragilisés, mais aussi pour les familles. On se rend compte qu'une famille avec un salaire, même parfois deux a du mal à accéder à la propriété. On a commencé à initier deux réflexions : la première c'est de réserver certains logements, lors de promotions immobilières, à des couples à revenu moyen. Exemple, au niveau de l'Épécé, un certain nombre d'appartements ou de rez-de-chaussée seront réservés à des prix préférentiels pour ce public. On a parlé, avec l'engagement d'un conseiller logement de la lutte contre les immeubles inoccupés. Je pense que la meilleure façon de lutter contre ce phénomène, c'est de les recenser et de les taxer. On l'a fait et on va essayer de continuer. On oublie aussi parfois le volet « salubrité ». Là, le travail du conseiller logement est essentiel. Dans la création de logements, l'aspect qualitatif nous semble essentiel : nous avons systématiquement refusé les projets de logements qui sont des

divisions dans les toits avec des personnes qui n'auraient une vue qu'à travers une fenêtre de toit. Nous allons continuer. Dans notre programme, nous avons un formidable projet pour le logement des aînés. C'est la reconversion de l'école communale rue Saint-Pierre en un pôle de logements pour les aînés avec tout le confort moderne.

Frédéric Deville : même si Ciney n'est sans doute pas la commune la plus concernée par le public précarisé, cela nous touche. Il y a 3 logements de transit (gérés par la ville, contrairement aux logements d'urgence qui sont gérés par le CPAS). Ça ne répond pas aux normes puisque d'après le conseil logement, il en faudrait au moins 4. On souhaite augmenter le nombre de logements de transit pour les personnes en difficulté. On propose de le faire via l'achat de surfaces commerciales inoccupées en centre-ville (pour le redynamiser). On louerait les rez-de-chaussée à bas prix à des jeunes indépendants qui veulent se lancer et les étages seraient des appartements, des logements-tremplins, des logements de transit. La ville n'aurait plus à conventionner avec l'AIS ou un autre organisme mais pourrait gérer elle-même certains logements. On veut investir pour faire croître le patrimoine communal. On voudrait mieux informer les propriétaires sur les possibilités qu'offrent les AIS en faisant des réunions pour les mettre en relation. Ça ferait diminuer les logements « à louer » ou inoccupés à Ciney. On souhaiterait créer une régie foncière sur Ciney. Tous les terrains/les beaux emplacements partent à des promoteurs privés qui bâtissent des duplex qui ne sont pas accessibles à tout le monde. On voudrait se positionner sur les beaux emplacements pour faire croître le patrimoine communal et trouver des endroits où on pourrait se dire qu'on va y mettre en place un projet pour les générations futures.

François Bouchat : Dans notre programme, on a un chapitre entier « accès à un logement décent pour tous ». Premier point, il faut veiller à la mixité sociale dans tous les nouveaux projets. La commune a le pouvoir d'exiger un pourcentage de logements sociaux (de transit, d'urgence,...). Ce n'est pas assez fait actuellement. Pour nous, il y avait moyen d'aller plus loin au niveau de la mixité sociale dans le quartier de l'Épécé. C'est un quartier bien situé qui permet d'avoir facilement accès à la gare, au centre-ville. Deuxième point, mettre en place au niveau de l'administration une cellule communale pour suivre différents dossiers : le cadastre du logement ; la loi sur les immeubles vides est passée, mais personne ne suit son application de manière récurrente. L'ADL l'a fait un moment. La régie foncière permettrait en effet de reprendre la main sur toute une série de bâtiment pour proposer des logements décents pour tous. Je voudrais souligner que dans certains logements, d'urgence notamment, on a rénové des bâtiments, mais dans des villages. Ce qui fait que des personnes qui sont déjà en difficulté se retrouvent dans un logement, mais complètement isolées, sans véhicule et sans accès facile aux services dont elles ont besoin. Il faut arrêter de développer des logements d'urgence par opportunité, parce que les maisons sont bon marché, dans les villages. Je pense qu'alors on passe à côté de la cible.

Cinquième question : Marie – Enéo

« A une époque où l'allongement de la vie est un heureux constat, une réelle politique en faveur des aînés nous semble incontournable. Malheureusement, beaucoup d'aînés vivent dans la précarité et l'isolement. En tant que futur élu, quelle politique communale concrète comptez-vous mettre en place en faveur des aînés, notamment pour déceler les personnes isolées, lutter contre leur isolement et rencontrer leurs besoins ? ». Christine rappelle que le MOC est en faveur du maintien à domicile des personnes âgées.

François Bouchat : Maintenir les aînés à domicile nécessite de mettre en place toute une série de services (repas à domicile, accompagnement à la vie quotidienne dans et à l'extérieur de leur logement). Il faut soutenir le monde associatif qui offre ces services. Il faut aussi soutenir l'habitat groupé style « kangourou », avec une mixité d'âge, ou une solidarité s'installe dans un quartier entre les générations. Il faudrait aussi réorienter les PLP qui s'apparentent parfois à une sorte de police interne, pour en faire un outil de solidarité. Ca se faisait naturellement avant. Aujourd'hui, ça doit peut-être passer par des petites structures style PLP. Je voudrais évoquer les aînés qui veulent s'investir dans la vie locale. Il y a notamment une commission qui leur permet de s'exprimer. On ne voudrait pas que les thèmes traités par cette commission soient restreints à l'occupationnel, mais aussi que cette parole soit entendue et respectée par le collège, et mise en œuvre quand c'est possible. Ca vaut pour les autres commissions.

Frédéric Botin : Le maintien à domicile, c'est la base. On essaye de les développer avec des services. On va essayer de développer les relais citoyens. A l'initiative de la CCCA, on a mis en place dans chaque village un relais citoyen, une personne qui connaît bien le tissu de son village et qui va faire remonter aux autorités locales des situations (isolement,...) qu'elles ignorent parfois. On maintiendrait les plans habituels (canicule, froid,...) par rapport aux aînés qui restent à domicile. Les aînés sont une des 5 priorités de notre programme. On estime qu'il y a un terrible manque d'hébergements entre le maintien à domicile et le home. Il manque de résidence-services. Pas une grande, mais on souhaite mettre un tel projet en place à l'école communale (Saint-Pierre) dont je vous ai déjà parlé en en faisant un pôle « aînés ». La structure scolaire serait transférée aux Forges pour en faire un grand rôle enseignement.

Frédéric Deville : on voudrait consulter davantage la CCCA. Ciney a perdu son label de ville amie des aînés. Du coup, on est passé à côté de 80.000 euros de subsides. Au terme des six prochaines années, on aimerait retrouver ce label. L'accueil en MR/MRS est souvent hors de prix. On veut favoriser le maintien à domicile, notamment en conventionnant avec des ergothérapeutes (qui pourraient conseiller des aménagements) ou des infirmières. On voudrait aussi acheter un véhicule pour proposer des services administratifs décentralisés aux personnes âgées dans les villages avec pourquoi pas une assistante sociale ou un agent de quartier pour répondre à leurs demandes. Il y a une symbiose à mettre en place. Par exemple aussi, plutôt que de faire venir les gens à Ciney pour venir chercher leur rouleau de sacs poubelles à la commune, on pourrait les distribuer. On souhaite aussi réserver des places de parking en centre-ville spécialement pour les aînés à proximité des bâtiments publics, de la poste,...

Sixième question : Christine - MOC

« On est attentif à la vie d'une démocratie réelle, effective et participative. Or, on a l'impression que le fossé se creuse entre les élus et les citoyens. Ces derniers se désintéressent de la politique. Que ferez-vous dans quelques mois pour informer le citoyen, pour les consulter et pour tenir compte de leur avis dans les décisions, y compris les stratégies ».

Frédéric Deville : on revendique l'étiquette de mouvement citoyen attaché à la bonne gouvernance. C'est notre marque de fabrique. Notre programme, c'est 186 engagements. Ce n'est pas juste un catalogue de bonnes intentions. On voudrait mettre en place un observatoire de ces engagements. Chaque année pendant six ans, on fera une réunion avec les citoyens pour faire le point sur l'évolution de la réalisation de nos engagements. On voudrait encourager

le fait que des citoyens viennent poser une question au conseil communal. Soit en modifiant le règlement relatif à ces interpellations, soit en permettant aux gens de venir une demi-heure avant le conseil pour poser des questions aux élus. On voudrait « vulgariser » les conseils communaux en les retransmettant via le net. Pas tous parce que ça a un coût, mais ceux du budget ou des comptes. On voudrait mettre en place une cellule (sur le commerce, l'environnement,...) avec des personnalités locales, des « experts », qui sont doués et/ou qui ont de l'expérience en économie, au niveau du commerce,... Ceci afin de pouvoir prendre leurs avis. Je voudrais insister sur les jeunes. Le fossé avec les citoyens est déjà grand, mais c'est encore pis entre les jeunes et la politique. On voudrait, outre un conseil communal des jeunes, créer un module pédagogique qui serait diffusé dans les écoles secondaires de la commune pour initier les jeunes à la politique. On voudrait délocaliser parfois les conseils communaux à Saint-Joseph, à l'Athénée, à Saint-Quentin,... pour que les jeunes se rendent compte de ce que c'est la politique communale. On voudrait aussi organiser une consultation populaire quand il est question de grands enjeux (notamment la place Monseu dont on parle depuis 3 législatures, piétonne ou parking ?).

François Bouchat : C'est une de nos fers de lance. On veut organiser la retransmission des conseils communaux. On veut aussi donner accès au bulletin communal aux autres forces politiques et aux associations. Ca nous a toujours été refusé. On propose de (re)créer une newsletter pour faire circuler l'info vers les citoyens. On a déjà proposé un budget participatif. Il faut assurer l'indépendance des commissions. Un projet de salle de village avait été concerté avec des citoyens. Le collège a refusé de mettre en place ce projet. C'est frustrant pour les citoyens qui se sont impliqués. On veut instaurer un conseil citoyen qui regrouperait des gens tirés au sort et qui seraient invités à remettre un avis sur des grands projets. On veut créer un conseil communal des enfants pour reconnecter les jeunes à la vie politique.

Frédéric Botin : L'observatoire des engagements, ça a l'air d'une trouvaille, mais c'est en fait une obligation légale, le PST (plan stratégique transversal qui oblige à définir les objectifs à atteindre et à évaluer la réalisation de ceux-ci). Les budgets participatifs sont un des 5 grands thèmes de notre programme. Mais attention, ce terme est un peu tarte à la crème. On axe ce budget au niveau de villages, de bassins de vie, de quartier. Concrètement, un pourcentage du budget extraordinaire sera dévolu à chaque village. On fera des réunions pour voir où les habitants veulent mettre les priorités (égouttage, refaire les voiries, aménager une place,...). Le collège chiffrera ces propositions et essaiera de voir s'il y a moyen d'avoir des subsides. On reviendra ensuite vers les citoyens pour la décision finale. On fera aussi des réunions avec la population dans les rues/quartiers concernés par les travaux, avant le début de ceux-ci. On le fait déjà, ça a du succès. Ca permet de répondre aux questions des riverains. On souhaite amplifier la rencontre écoles/administration communale. Il y a déjà eu trois/quatre expériences. On a un rôle pédagogique à ce niveau-là. Enfin, les CCC continueront à jouer leurs rôles.

B) QUESTIONS DU PUBLIC

« Si vous êtes au pouvoir, qu'allez-vous faire de l'église des Capucins et du stade Lambert ? »

Frédéric Botin : Pour le stade Lambert, c'est un terrain de foot qui n'est plus bien localisé. Il nous paraît cohérent de déplacer ces activités footballistiques sur le stade Tilleux près du marché couvert. Actuellement, deux terrains sont en réfection là-bas. La volonté est de

reconvertir le stade Lambert en habitats de différents types (intergénérationnel,...). Le Collège vient de décider de lancer une opération de périmètre de remembrement urbain pour remettre à zéro les prérogatives urbanistiques sur ce terrain. Au niveau de l'église des Capucins, on ne fait pas ce qu'on veut. Il faut discuter avec les responsables ecclésiastiques. Nous, on pense que les nombreux édifices religieux sur notre commune ont un coût qui doit être rationalisé. Un franc dialogue doit être mené pour reconvertir certains édifices pour autre chose que du culte.

François Bouchat : la décision pour le stade Lambert est prise. C'est dommage, parce qu'il était justement au milieu d'un quartier. On va perdre cet aspect proximité en délocalisant à l'extérieur. Pour la reconversion, je ne dis pas que c'est un bon ou mauvais choix, mais je constate qu'alors qu'on vient de parler de participation citoyenne, ici, le collège a décidé seul. C'aurait été intéressant de demander l'avis aux riverains avant de décider en Collège. Pour la reconversion, on pourrait mixer l'habitat avec une extension de l'espace vert du parc Saint-Roch ou aménager un espace communautaire avec des activités, des terrains de sports,... Y a des tas de possibilités. Par rapport à l'église des Capucins, le bâtiment doit être conservé en tant que patrimoine, mais pas forcément en tant qu'église. Je laisserais la porte ouverte aux propositions des promoteurs pour en faire pourquoi pas un lieu culturel puisqu'il y a beaucoup de possibilités d'aménagement.

Frédéric Deville : Je pense que maintenant qu'on a la collégiale, elle suffira aux pratiquants. Pour les Capucins, on pourrait faire des économies en la désacralisant et en l'affectant à des fins culturelles ou citoyennes. Mais je ne crois pas que c'est demain la veille que l'évêché va la désacraliser. On n'aura pas d'autre choix que de la maintenir, voire d'y faire des travaux, peut-être même très coûteux. Au niveau du stade Lambert, le Collège n'a encore rien décidé. On a juste demandé une analyse plus précise du dossier. On a posé une fois une question via les réseaux sociaux et on a vu un engouement exceptionnel avec beaucoup de gens qui prônaient l'extension du parc Saint-Roch. On n'a qu'un poumon vert à Ciney, ce serait peut-être dommage d'aller y mettre des bâtiments à côté. On prône un projet mixte avec l'extension du parc et la création de logements diversifiés.

« Que pouvez-vous faire pour que les villages soient plus accessibles en transport en commun pour les étudiants et les travailleurs ? Comment rendre la piscine plus accessible au niveau des horaires qu'elle ne l'est (manque de créneaux grand public) ? Qui de la propreté des voiries qui ne sont pas des grands voies de la ville ? »

François Bouchat : effectivement les TEC à partir des villages, c'est un souci, mais à part essayer de peser sur les décisions des TEC en dialoguant avec eux, la commune ne peut pas faire grand-chose. Par contre, on peut développer la mobilité douce à partir des villages. Le plan communal cyclable proposé il y a plus de 6 ans à tout son sens. A partir d'un centre-ville apaisé où le vélo a sa place, l'idée est de faire des liaisons cyclo-pédestres vers les villages. Le plan avait été en partie subsidié. La majorité actuelle a fait des aménagements vers la piscine et Pessoux. L'idée est de poursuivre ces aménagements. Dans notre programme, on veut aussi travailler sur les voitures partagées, notamment entre particuliers, via une plateforme de co-voiturage ou de voiture partagée. Au niveau de l'accès à la piscine, je pense qu'avec les écoles, les clubs sportifs et les plages pour le grand public, on arrive à saturation. Je ne vois pas de solution. Pour la propreté, on doit optimiser le nettoyage des rues en revoquant les parcours puisque les nettoyeurs repassent aux mêmes endroits. Mais on doit

aussi faire de la sensibilisation, de la prévention par rapport aux déchets sauvages, mais aussi de la non-production de déchets avec une démarche comme le zéro déchet.

Frédéric Deville : pour la piscine, on a mis dans notre programme l'élargissement des plages, surtout au matin. On s'est rendu compte que des gens voudraient aller à la piscine encore plus tôt, avant d'aller travailler. Il faut travailler en concertation avec les clubs. On pourrait aussi récupérer des heures du matin en optimisant les heures où les écoles sont là. La propreté ? Il faudrait consigner les canettes, mais ce n'est pas de notre ressort. On voudrait par contre mettre des poubelles de tri et des cendriers insérés à intervalles réguliers dans/sous les trottoirs dans la ville (des grilles), comme ça le glouton les avale en passant. On voudrait aussi réfléchir à comment passer aux poubelles à puces qui seront de toutes façons bientôt une obligation imposée par le BEP. Au niveau des TEC, on a peu d'impact. On voudrait inciter au co-voiturage via une plateforme internet.

Frédéric Botin : on veut favoriser les liaisons douces entre Ciney et les villages. On a fait Ciney-Pessoux, Ciney-Leignon. Le problème de la mobilité douce, c'est les obstacles (cours d'eau, rails,...). On a la chance de ne plus faire comme avant, on n'a pas souhaité qu'Infrabel nous impose les choses en matière de suppression de passage à niveau. Grâce à une concertation de tous les instants, on a pu obtenir le résultat actuel à Ciney, contrairement à ce qui avait été fait à Haversin. Au niveau de Leignon, on a pu obtenir que dans le cadre de la suppression prochaine du passage à niveau, on puisse récupérer les ouvrages d'art existants pour les mettre au service de la mobilité douce. On partira de la piscine pour arriver au tennis et rejoindre Leignon ou aller à Fays/Sovet. Au niveau de la propreté, il n'y a que deux solutions, la prévention et la répression. Dans notre programme, on propose d'avoir une meilleure interaction police/caméras/agents de propreté.

« Ciney est une ville d'écoles. Que comptez-vous mettre en place pour favoriser la collaboration entre les écoles, mais aussi pour augmenter la mixité sociale afin de promouvoir un enseignement démocratique au service d'une société plus juste et plus solidaire ? »

Frédéric Deville : on prône le maintien de toutes les implantations scolaires existantes, notamment dans les villages, quitte à prendre en charge les salaires si on n'atteint pas les quotas d'élèves. On voudrait mettre en place un plan langue dès le plus jeune âge. Pas nécessairement comme à Haversin, mais aussi de manière ponctuelle. On veut aussi accentuer la formation des enseignants en ce qui concerne les troubles « dys » et les troubles de l'attention. On voudrait enfin créer une mallette pédagogique pour sensibiliser les enfants à la différence.

Frédéric Botin : On est d'accord sur la nécessité de maintenir les écoles dans les villages. On a déjà pris sur les deniers publics pour payer les enseignants et même augmenter l'encadrement. On a la chance d'avoir à Ciney un pôle d'enseignement important pour des publics variés et fragilisés (spécialisé, autistes,...). On voudrait rassembler ces publics sur le site des Forges et acquérir le terrain en face pour regrouper tout l'enseignement communal cinacien. Au niveau de l'extrascolaire, une réflexion doit avoir lieu. Il faut mieux former les opérateurs qui s'occupent des enfants avant, pendant et après l'école. La commune devrait organiser une formation trans-réseaux pour ces personnes.

François Bouchat : ok pour une école dans tous les villages. Mais je voudrais prendre un peu de hauteur. Face aux enjeux actuels, notamment au fait qu'on doit changer radicalement notre

manière de vivre. Je pense que l'école est un bon endroit pour démarrer cette transition. Les outils pédagogiques actuels pour ce domaine ne sont pas suffisants et les enseignants pas suffisamment formés pour aborder ces défis. On veut mettre à disposition des outils pédagogiques par rapport à l'environnement, la santé, la citoyenneté. On voudrait proposer aux enseignants de faire la promotion de l'école « du dehors », d'aller voir ce qui se passe en dehors de l'école, pour apprendre différemment. En outre, le fait de proposer aux élèves de Ciney de la nourriture bio-locale à la cantine fait partie du projet pédagogique, en les sensibilisant à d'où ça vient, en les faisant participer à la cuisine de ces produits,...

« Est-ce que par rapport à la dernière législature, la politique sera apaisée. Pourriez-vous pointer une divergence/convergence importantes avec les deux autres listes ? »

François Bouchat : on a essayé d'être constructif, de faire des propositions dans le respect des autres. On a réussi à rassembler sur une série de projets (mettre la ville hors-TTIP, alors que le mot d'ordre du MR était favorable à ce traité). Les convergences, vous l'avez entendu dans le débat, il y en a pas mal. Au niveau des divergences, j'ai des doutes sur la participation citoyenne telle que présentée par mes voisins. Ils n'ont rien fait pendant 6 ans, pourquoi est-ce que ça changerait ?

Frédéric Botin : oui, il y a pas mal de convergences. Mais si l'objectif est commun – faire évoluer favorablement notre ville – la manière est différente. Pour nous, c'est essentiel d'avoir une vision claire de Ciney dans 5/10 ans. Il faut une ligne de conduite, une rigueur de gestion financière. On peut faire aussi bien avec moins. Il y a six ans, on a récupéré une ville avec une dette qui était passée de 6 à 14 millions d'euros. Si on avait continué comme ça, on serait sous plan de gestion. La rigueur, la recherche de subsides, le suivi quotidien des dossiers, le lobbying auprès des autorités, c'est notre ADN.

Frédéric Deville : on a loupé des choses à cause de nos bisbrouilles. Oui, cela a nui au fonctionnement de la commune. Au niveau des convergences, aucune des trois listes ne souhaite augmenter les taxes. Au niveau de la divergence, je pointe l'aspect citoyen. On a fait notre programme avec 14 réunions citoyennes, plus d'autres avec les commerçants, les clubs sportifs. On les a écoutés. On a pris des engagements concrets, quantifiables. Lors de la dernière législature, on a parfois fait des investissements au rabais. On peut aussi faire du durable et du beau. On n'est pas toujours obligé de prendre le moins cher.

« Si je suis élu, je m'engage à... »

Frédéric Botin : mettre toute mon énergie pour faire évoluer Ciney et relever les défis pour y arriver

Frédéric Deville : à être respectueux. On a manqué de respect envers tous les citoyens : jeunes/âgés ; citadins/villageois ; riches/pauvres.

François Bouchat : on ne fait pas d'écologie sans les écologistes. Même si les programmes des autres abordent cette question, ce ne sont que des pâles copies de ce que nous proposons. On gardera une vision globale pour envisager des choses concrètes au niveau local.

